

Maroc: nouveau refus de mise en liberté d'un journaliste d'al Watan

CASABLANCA (AFP) - Un tribunal de Casablanca a rejeté mardi une nouvelle fois la demande de libération conditionnelle d'un journaliste d'al Watan al An, détenu depuis deux semaines au Maroc pour publication de "documents confidentiels des services de renseignement".



Le directeur d'Al Watan al An, Abderrahim Ariri (g), et le journaliste Mustapha Hormat Allah, en mai 2007 à Casablanca (© AFP/Archives)

La prochaine audience a été fixée à jeudi pour examiner l'affaire.

Une nouvelle fois, un collectif de 90 avocats de toutes les provinces du royaume était présent pour défendre le directeur Abderrahim Ariri, 43 ans, qui comparait en liberté provisoire et le journaliste Mustapha Hormat Allah, mis en examen pour "recel de choses obtenues à l'aide d'un crime".

La cour a accédé à la demande des avocats qui souhaitaient voir inclus dans le dossier les procès verbaux de police des arrestations et interrogatoires des deux journalistes ainsi que des perquisitions effectuées.

La défense a réclamé également que les deux documents des services de renseignement dont la publication a entraîné les poursuites judiciaires soient aussi versés au dossier.

Le parquet marocain avait décidé il y a une semaine d'écrouer le journaliste d'al Watan al An et d'accorder la liberté provisoire au directeur de l'hebdomadaire, interpellés le 17 juillet.

La décision du parquet général a été prise après les enquêtes préliminaires "au sujet de l'obtention de documents confidentiels relatifs à la défense nationale" par Abderrahim Ariri et Mustapha Hurmat Allah, dont certains ont été publiés par l'hebdomadaire dans son numéro du 14 juillet, sous le titre "Les rapports secrets derrière l'état d'alerte au Maroc".

Parallèlement, le parquet a décidé de déférer devant la justice militaire huit membres de l'armée royale, "pour avoir perpétré des crimes relatifs à la fuite de certains documents et secrets concernant la défense nationale dont ils avaient la charge de par leur profession".

Leur procès débutera mardi.

La garde à vue des deux journalistes avait suscité une vague de protestation dans la profession, y compris dans la presse gouvernementale, parmi les syndicats, les ONG et les organisations de défense des droits de l'homme.

Publié le: 31/07/2007 à 18:36:18 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/maroc-nouveau-refus-a92321.html>